
Olivier Dard, Gilles Richard (dir.), *Les droites et l'économie en France au XX^e siècle*

Kevin Brookes



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/774>

DOI : 10.4000/quaderni.774

ISSN : 2105-2956

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Édition imprimée

Date de publication : 5 janvier 2014

Pagination : 113-118

Référence électronique

Kevin Brookes, « Olivier Dard, Gilles Richard (dir.), *Les droites et l'économie en France au XX^e siècle* », *Quaderni* [En ligne], 83 | Hiver 2013-2014, mis en ligne le 01 janvier 2016, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/774> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/quaderni.774>

Tous droits réservés



Les droites et l'économie en France au XX^e siècle

Olivier Dard, Gilles Richard (dir.)

Riveneuve Éditions, Paris, 2011



par Kevin Brookes
Sciences Po Grenoble
PACTE

1. René Rémond,
Les droites en France, Aubier
Montaigne, 1982
et Jean-François
Sirinelli (dir.),
Histoire des droites en France, Éditions
Gallimard, 1992.

L'ouvrage présenté est le fruit d'un colloque organisé en 2010 par Olivier Dard et Gilles Richard sur les droites et l'économie en France au XX^e siècle. Les deux chercheurs, tous deux professeurs d'histoire contemporaine, avaient pour objectif à travers la publication de ce livre, de combler un relatif vide historiographique sur la relation des droites à l'économie, notamment dans les sommes consacrées aux droites¹. Pour cela, ils ont privilégié une approche de l'objet par cinq axes principaux : les doctrines et l'idéologie, la relation de la droite aux entreprises et au patronat, les organisations politiques et sociales, les milieux et expériences gouvernementales et les représentations. *Les droites et l'économie* est riche en contributions assez éparpillées qui sont d'un intérêt très inégal, voire en décalage par rapport au thème d'étude, ce qui est d'ailleurs l'une des principales critiques que l'on peut adresser à cet ouvrage collectif. Nous avons retenu, au-delà du plan formel de l'ouvrage, plusieurs analyses et pistes de recherche qui nous ont semblé intéressantes.

La première est celle de la conversion de la droite de gouvernement au libéralisme économique dans les années 1970 et 1980. Les auteurs avancent plusieurs raisons pour comprendre ce qui s'apparente à une « conversion ». Les principales sont l'activisme de nombreux relais intellectuels et patronaux, le contexte politique favorable et un effet d'attraction du modèle anglo-saxon, à savoir la politique mise en œuvre à l'époque aux États-Unis et au Royaume-Uni. L'article de François Denord, qui reprend ses travaux antérieurs, montre à quel point certains réseaux d'influence ont poussé à cette

conversion et que des militants libéraux, notamment depuis la création de la Société du Mont Pélerin en 1947, « attendaient leur heure ». C'est le cas en France explique-t-il des « nouveaux économistes » (Henri Lepage, Florin Aftalion, Jacques Gareilo, Pascal Salin...) et des intellectuels officiants dans la revue *Commentaire*². Il montre que cette greffe libérale a pris à droite d'abord au sein de l'UDF (Raymond Barre avait par exemple traduit des travaux d'Hayek) puis plus tard au RPR de façon rapide – à travers des clubs comme le club 89 ou le club de l'Horloge – et se cristallisera au moment où la gauche est au pouvoir. D'autres contributions mettent en avant, en plus de l'influence des clubs politiques, le rôle de laboratoires d'idées, clubs et syndicats patronaux, comme le CRC devenu l'Institut de l'Entreprise dont est issu Michel Pébereau (Régis Boulat), la CGPME qui a été proche d'hommes politiques de droite, (Sylvie Guillaume) et même des syndicats patronaux plus anciens ayant des objectifs politiques comme l'UIMM (Danièle Fraboulet). Le processus de « conversion » de la droite gaulliste est bien dépeint à partir du programme politique du RPR qui est dirigé par le même homme sur cette période (Jacques Chirac) et qui va passer d'un « travaillisme à la française » (1978) et d'une condamnation du libéralisme de Valéry Giscard d'Estaing à une politique à la « Reagan avec le social en plus » – selon les mots d'un des conseillers de Jacques Chirac de l'époque, Jean Méo en 1981 (Bernard Lachaise). François Denord relate un événement significatif de cette conversion de la droite au marché en décrivant la remise par Jacques Chirac, alors maire de la capitale, de la médaille de Vermeil de la ville de Paris à Friedrich Hayek qui pouvait déclarer à l'époque « *même en France, le libéralisme classique est devenu la nouvelle pensée* » (François Denord).

L'ouvrage propose aussi d'élargir le champ d'étude au-delà des frontières hexagonales en montrant la relation des partis de droite aux États-Unis et au Royaume-Uni au libéralisme économique en montrant aussi bien la conversion progressive des conservateurs britanniques que des républicains américains aux idées parfois qualifiées de « néolibérales »³. Même si la culture politique des deux pays est différente – la droite américaine s'appuyant davantage sur la philosophie politique des *founding fathers* et l'esprit pionnier américain –, on peut observer dans les deux cas que la conversion de la droite au libéralisme a été largement préparée en amont par des intellectuels et des acteurs politiques qui se sont organisés progressivement autour de leaders en réaction au consensus politique et

2. Pour mieux comprendre la constitution de cette revue, l'engagement et les idées politiques de ses rédacteurs, lire la thèse de Gwendal Châton, *La liberté retrouvée. Une histoire du libéralisme politique en France à travers les revues aroniennes « Contrepoint » et « Commentaire »*, thèse de science politique, Rennes 2, 2006.

3. Label qui pose problème tant sa signification évolue en fonction de l'appartenance idéologique de celui qui emploie l'adjectif (aucun partisan du libéralisme économique ne l'emploie) et tant le contenu intellectuel associé à ce label s'est métamorphosé au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle. Cf. Alain Laurent,

Le libéralisme américain. Histoire d'un détournement, Paris, Les Belles Lettres, 2006 ; Serge Audier, *Néo-libéralisme(s) : une archéologie intellectuelle*, Paris, Grasset, 2012.

4. Cf. Sébastien Caré, *Les libertariens aux États-Unis. Sociologie d'un mouvement a-social*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010.

5. Cet aspect fondamental est bien analysé dans les ouvrages de Daniel Stedman Jones, *Masters of the universe : Hayek, Friedman, and the birth of neoliberal politics*, Princeton, Princeton University Press, 2012 ; Angus Burgin, *The Great Persuasion: Reinventing Free Markets since the Depression*, Cambridge, Harvard University Press, 2012.

social d'après-guerre (Romain Huret). La structuration du mouvement « conservateur » aux États-Unis s'est notamment faite au moment de la campagne de Barry Goldwater, aux positions libertariennes tranchées, en 1965, autour d'un anti-fiscalisme ardent, thème qui sera ensuite repris et vulgarisé par Reagan. L'importance des mobilisations militantes et intellectuelles dans la mise à l'agenda de politiques libérales rejoint des travaux existants, notamment ceux de Sébastien Caré⁴ qui a bien montré le travail d'intellectuels pour muer le libéralisme classique en « utopie » séduisante entraînant des engagements militants.

Ce détour par une analyse de pays étrangers montre le mouvement international de conversion au néo-libéralisme préparé dès l'après-guerre par des intellectuels militants libéraux, sans toutefois consacrer une contribution à la circulation transnationale des idées économiques au sein des partis de droite⁵. En revanche, la mention dans d'autres articles du caractère international des militants libéraux en France comme Henri Lepage (François Denord), de leur relation à la société du Mont Pèlerin, mais aussi des voyages d'études de jeunes hommes politiques de droite pour étudier la campagne de Ronald Reagan (Bernard Lachaise) sont convaincantes et tendent à montrer que l'effet attracteur des modèles américains et anglais de l'époque n'est pas à exclure pour comprendre la conversion des droites à l'économie libérale au tournant des années 1980.

Le deuxième thème central concerne la nature des politiques économiques menées par la droite au pouvoir, particulièrement à partir de 1974 et l'arrivée d'un non-gaulliste à la présidence de la République ayant promis une « société libérale avancée ». Les politiques économiques, industrielles de la droite au pouvoir étaient-elles libérales ? Les auteurs ont chacun une appréciation différente sur la question, certains parlant sans détour de « l'entrée de la France dans l'ère néolibérale » (Gilles Richard), d'autres insistent sur la culture keynésienne des élites technocratiques gravitant autour du gouvernement (Laurence Badel) qui ajustent leurs politiques en fonction du contexte économique et politique international et national, le gouvernement n'hésitant pas à soutenir les industries en difficulté à la veille des élections. Michel Margairaz, historien de l'économie, opte pour une approche chronologique témoignant bien de cette hésitation des droites au pouvoir en distinguant plusieurs phases de politiques économiques en matière de régulation bancaire, certaines allant vers une libéralisation (1966-

1972) et d'autres vers une orientation plus dirigiste (1972-1984). D'autre part, l'ambiguïté des droites est intéressante à observer en matière agricole (Alain Chatriot). La droite française (mais de manière générale l'ensemble de la classe politique depuis Edgard Pisani), en souhaitant être proche des agriculteurs, a tendance à s'opposer au libre-échange en matière agricole en voulant réglementer le secteur. De même, certaines contributions, sortent du schéma simpliste faisant de certaines classes sociales des soutiens inconditionnels à la droite : pour s'attirer le soutien des artisans et commerçants notamment face au populisme, les droites au pouvoir n'ont pas hésité à ajuster leurs politiques afin de ne pas perdre le soutien d'une partie de leur électorat (Fabrice Grenard, Cédric Perrin).

La substance des politiques économiques menées par les droites est ainsi difficile à identifier et semble osciller entre interventionnisme et libéralisme modéré. L'hypothèse avancée par les directeurs de la publication en conclusion du livre pour expliquer le fait que la droite n'ait jamais porté un libéralisme assumé et complet est intéressante. Selon eux, si la droite n'a pas fait du libéralisme économique un discours mobilisateur à proprement parler, c'est en raison du rapport de force politique entre patronat et libéraux d'un côté, et mouvement ouvrier et communiste de l'autre qui aurait constitué un frein aux velléités libérales de la droite au pouvoir. De plus, certaines contributions de ce livre ont montré la résistance qui pouvait exister, au sein même du patronat (Florent Le Bot) et de la droite (Olivier Dard) à cette attraction libérale. Ces barrières ayant progressivement cédé ces dernières années avec le ralliement de la gauche au marché, le libéralisme économique serait davantage défendu par les acteurs politiques de droite depuis une vingtaine d'années, Nicolas Sarkozy en étant un excellent exemple. Il nous semble cependant, qu'en se situant dans un temps peu plus long, une autre piste mériterait d'être examinée davantage, celle de la nature du libéralisme défendu. En effet, Lucien Jaume, dans son ouvrage, *L'individu effacé ou le paradoxe du libéralisme français*⁶, a bien mis en avant le fait que le libéralisme qui s'est progressivement imposé de 1815 à 1870 était un libéralisme *par l'État* et non *contre l'État* (comme ce fut le cas aux États-Unis). Il nous semble que cette grille d'analyse du libéralisme à la française rend intelligible la manière de gouverner de personnalités comme Raymond Barre et Valérie Giscard d'Estaing : passées par les grandes écoles d'État, ayant fait une grande partie de leur carrière dans l'administration, côtoyant les élites économiques, la nature de leur libéralisme est bien différente de

6. Lucien Jaume, *L'individu effacé ou le paradoxe du libéralisme français*, Paris, Fayard, 1997.

par leur socialisation et leur culture d'un autre libéralisme se réclamant de Hayek, Friedman ou autres. Il serait à nos yeux intéressant d'approfondir cet axe de recherche.

Pour conclure, cet ouvrage, bien qu'ouvrant des pistes de réflexions solides pour appréhender la question de la relation des droites à l'économie, présente un certain nombre de défauts. Tout d'abord, la cohérence du livre reste toute relative, avec des contributions de différentes natures qui se côtoient, faisant penser à un empilement de recherches sur certains domaines précis sans réelle articulation pour en dégager quelque chose d'intelligible. Aucune contribution n'a réellement analysé l'évolution des partis de droite et de leurs électeurs depuis les années 1980 sur cette question, ni les politiques effectivement menées lorsqu'ils étaient au pouvoir. Cette analyse ainsi qu'une comparaison avec quelques cas européens aurait sans doute permis de nuancer la thèse accréditant l'idée d'une « conversion » profonde de la droite au libéralisme économique et nous inviterait à nous interroger si les orientations économiques des droites au pouvoir obéissaient moins à une éthique de conviction qu'à une éthique de responsabilité par rapport à l'inscription de la France dans un cadre européen.

